

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

Depuis plusieurs mois, le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2), piloté par le ministère de la Santé et l'Agence française de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

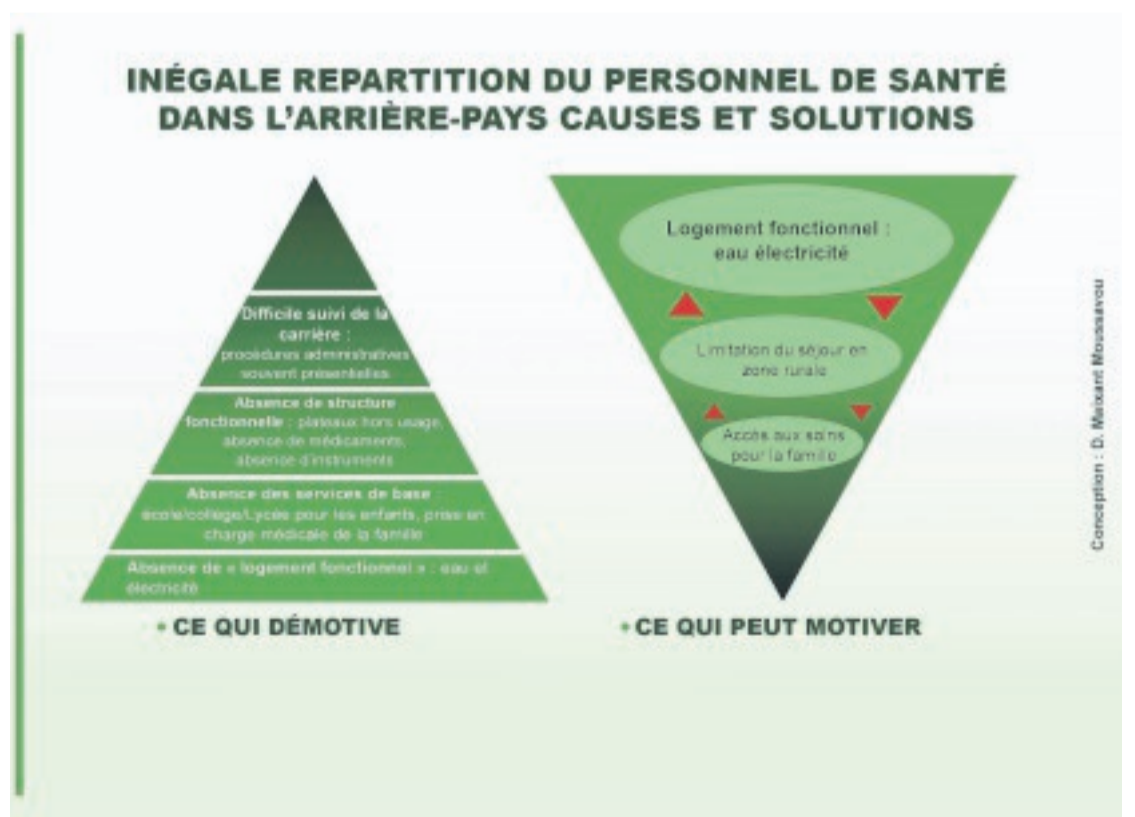
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



e-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

Photo : EE-M

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Photo : DR

Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays.

Manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

caïse de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

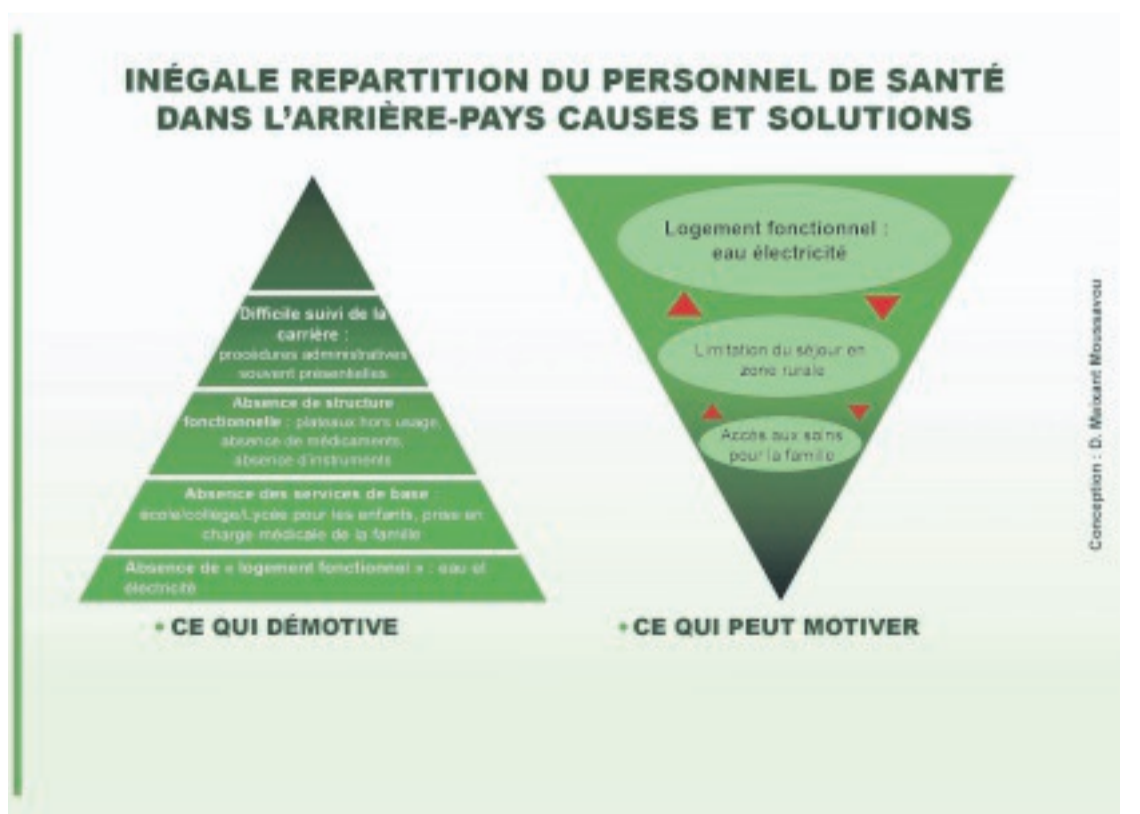
L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



Arrière-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les grands centres urbains : Libreville et Owendo (48 %), et dans les chefs-lieux des provinces. Les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

Depuis plusieurs mois, le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2), piloté par le ministère de la Santé et l'Agence française de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

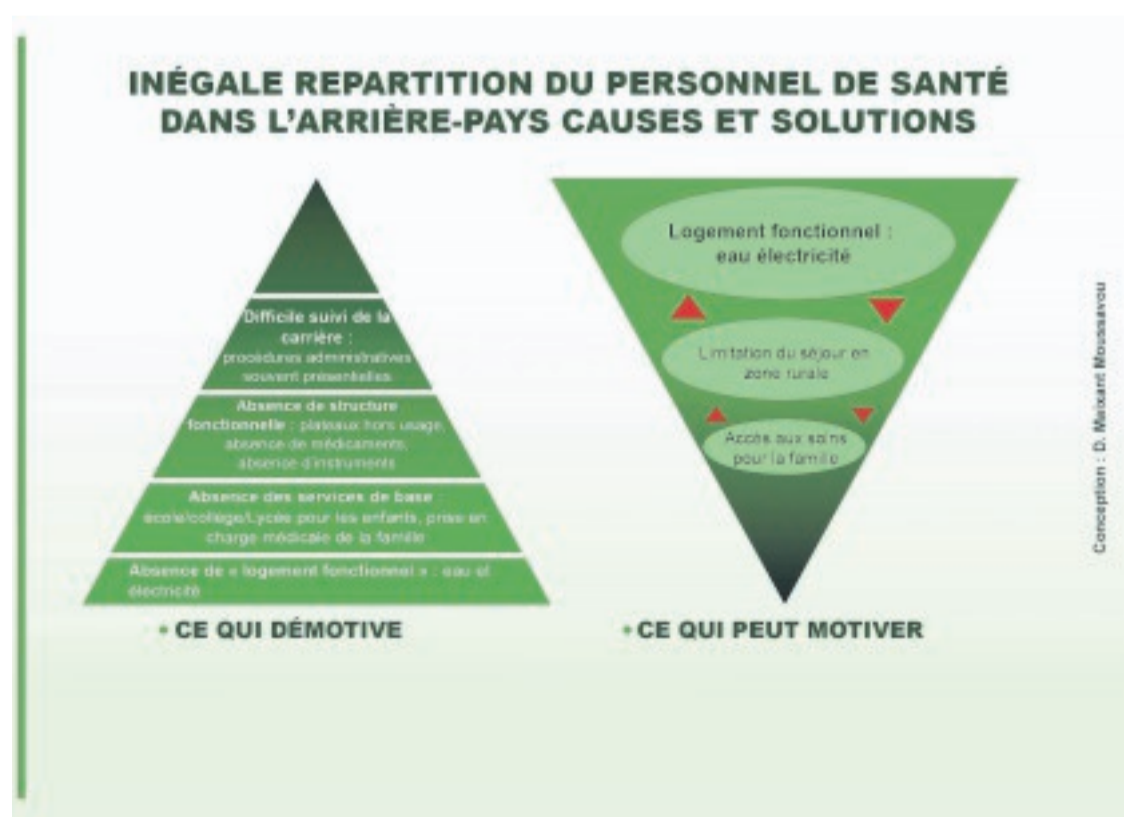
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



e-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

Photo : EE-M

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Photo : DR

Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays.

Manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

caïse de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

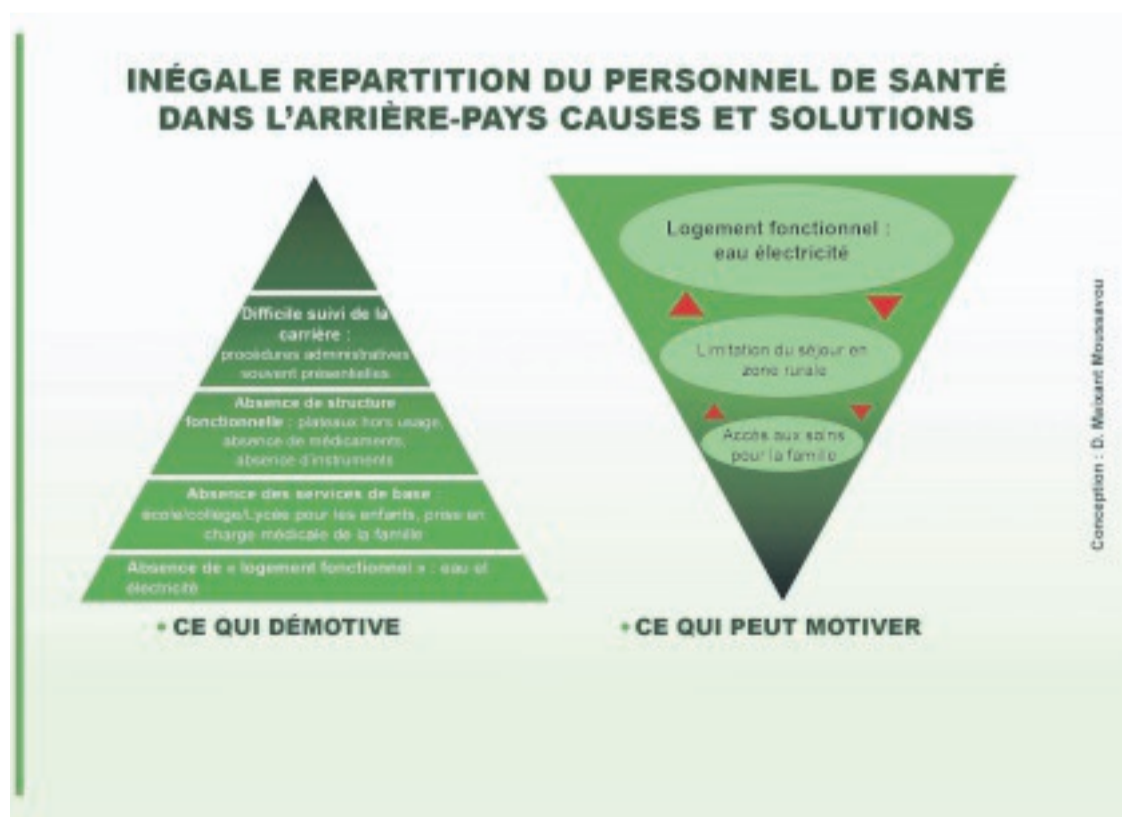
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



e-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les grands centres urbains : Libreville et Owendo (48 %), et dans les chefs-lieux des provinces. Les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays.

« Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur.

Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays.

À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades.

Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

caïse de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

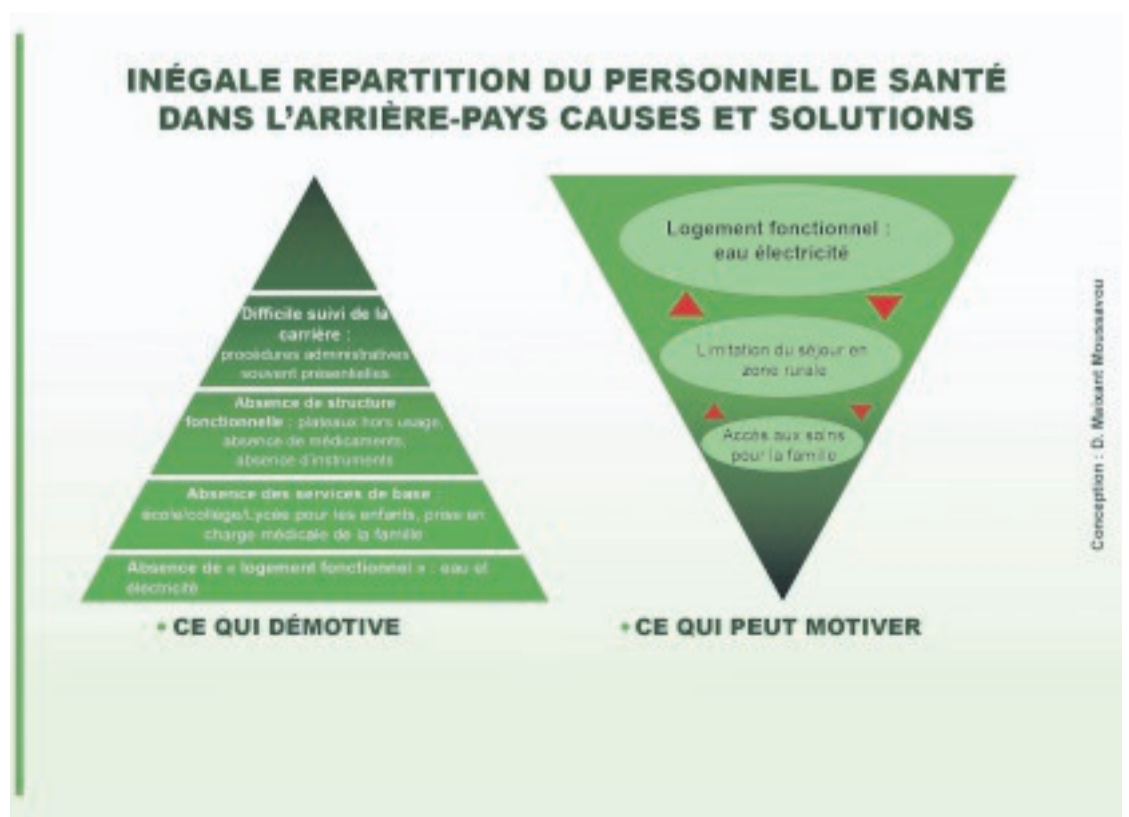
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



Arrière-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées. Les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

Photo : EE-M

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Photo : DR

Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« L'E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. Manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

Depuis plusieurs mois, le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2), piloté par le ministère de la Santé et l'Agence française de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

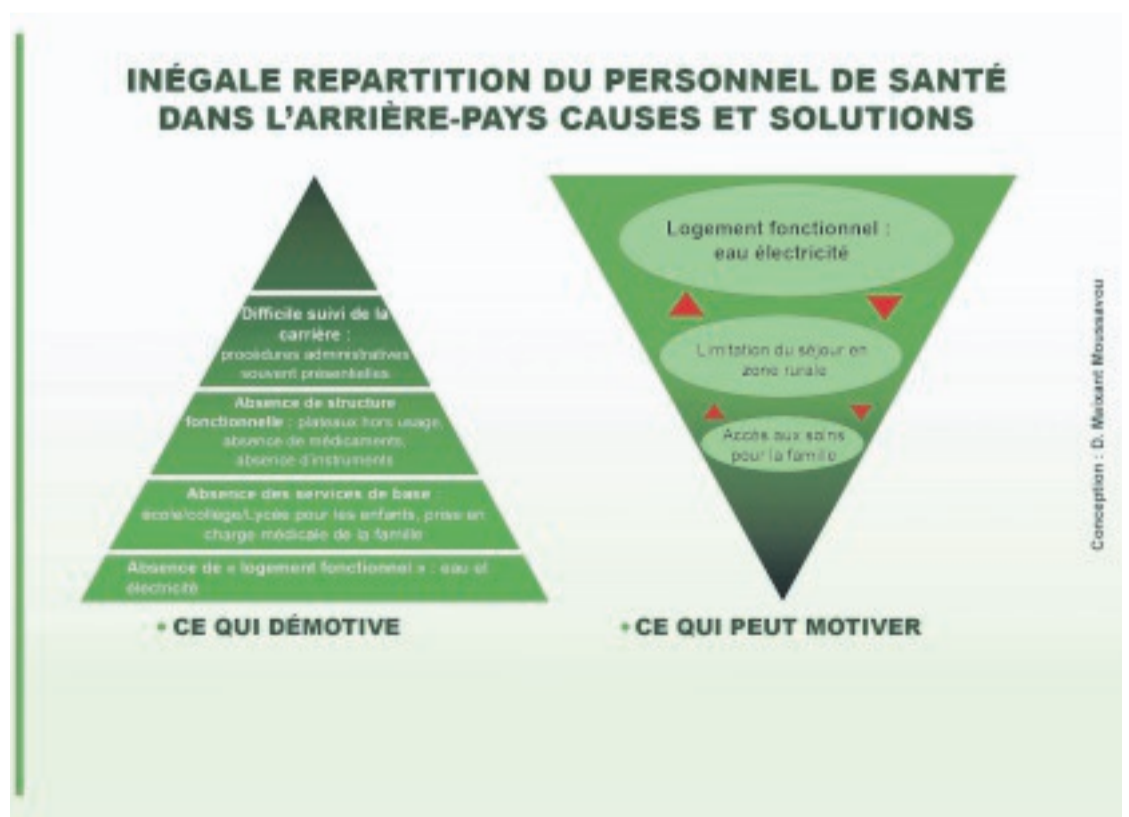
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



e-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

caïse de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

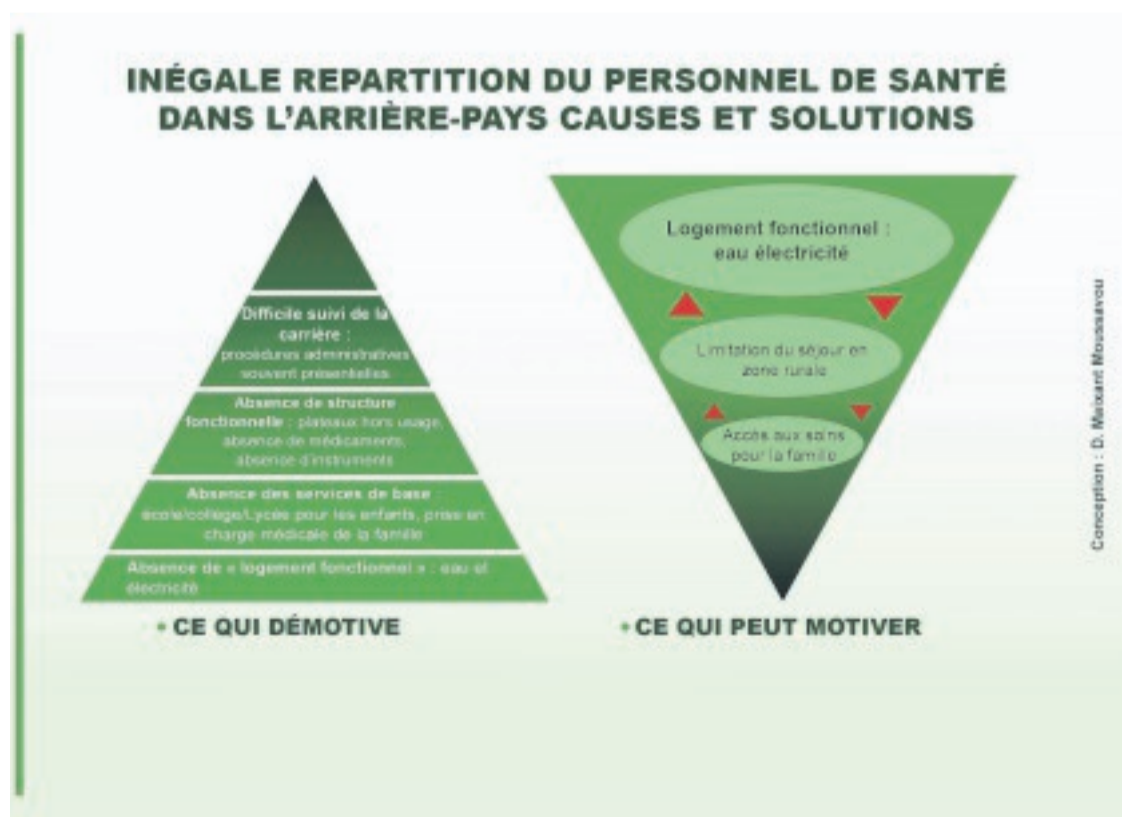
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



Arrière-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les grands centres urbains : Libreville et Owendo (48 %), et dans les chefs-lieux des provinces. Les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

caïse de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

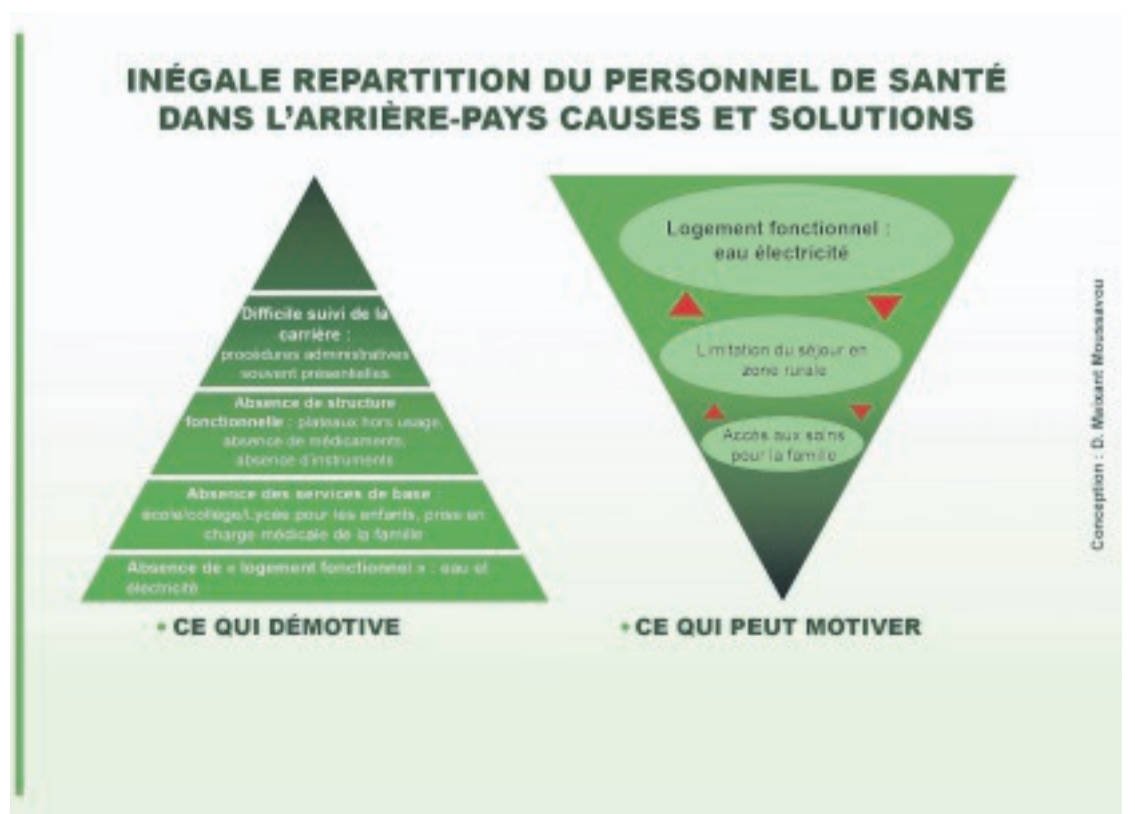
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



Arrière-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

Photo : EE-M

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays.

« Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur.

Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Photo : DR

Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays.

Manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

Depuis plusieurs mois, le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2), piloté par le ministère de la Santé et l'Agence française de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

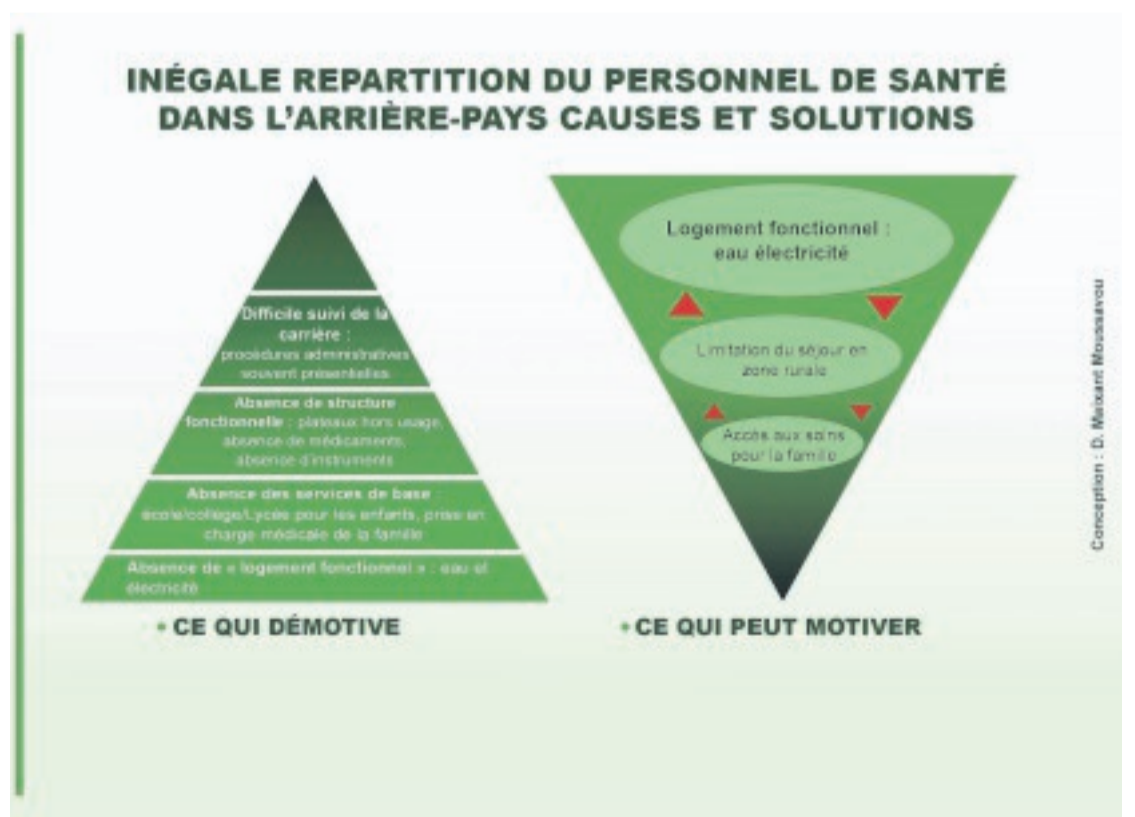
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



e-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les grands centres urbains : Libreville et Owendo (48 %), et dans les chefs-lieux des provinces. Les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

Depuis plusieurs mois, le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2), piloté par le ministère de la Santé et l'Agence française de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

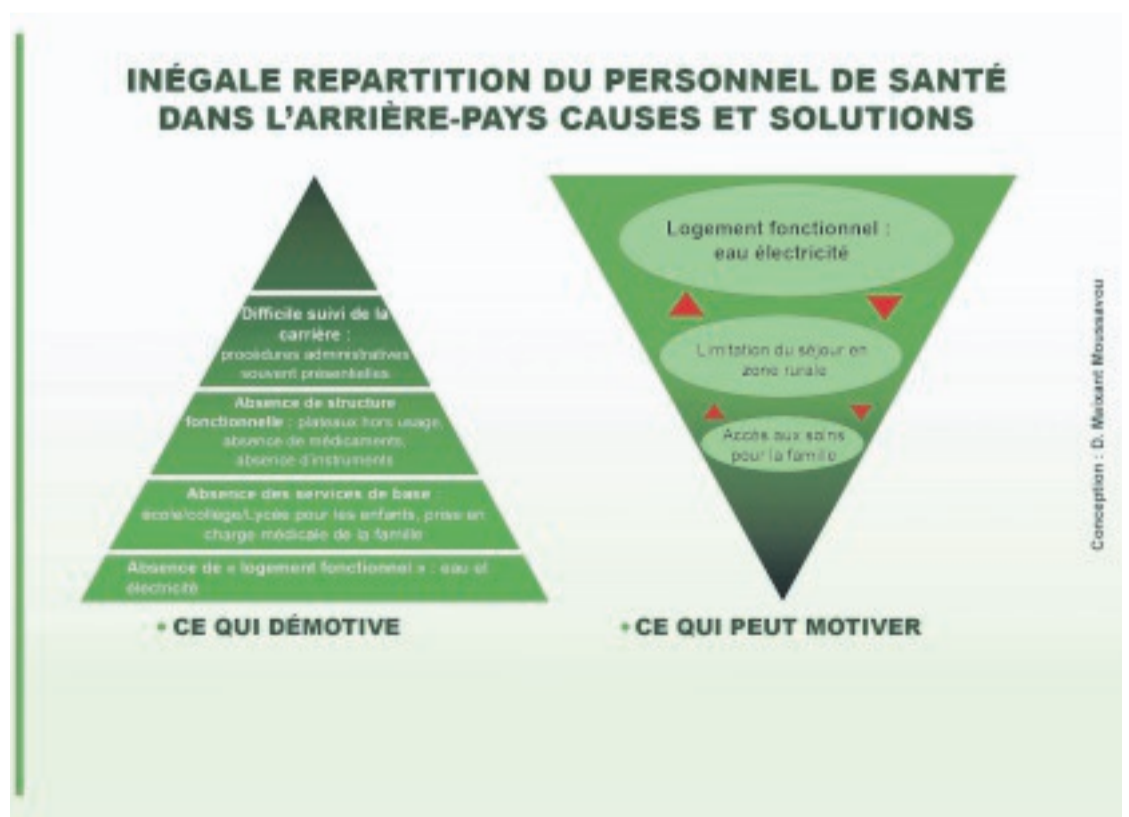
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



e-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays. « Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur. Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades. Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Drame dans l'arrière

SANTE. La mauvaise gestion des ressources humaines, entre autres, est à l'origine de l'inégale répartition du personnel. Libreville et Owendo captant le plus gros des effectifs des agents. Un problème sur lequel veut se pencher le Projet d'appui au secteur de la santé (PASS 2).

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

MALGRÉ près de 12 000 agents employés, dont près de 11 300 travaillent pour le secteur public (soit plus de 90% du total), le secteur de la Santé au Gabon est actuellement confronté à son principal défi : la répartition inégale des personnels qualifiés sur le territoire national. Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents

Selon l'étude menée sur le sujet, si Libreville et Owendo captent le plus gros des effectifs des agents de la santé, les localités de l'intérieur du pays font figure de parents pauvres.

caïse de développement (AFD), s'attaque à la cruciale question de la gestion du personnel dans la santé publique. En se posant cette simple question : comment affecter et garder des agents qualifiés dans les zones rurales ? L'objectif étant, au final, une répartition équitable du personnel de santé suffisamment outillé, et une meilleure prise en charge

des populations de l'intérieur du pays.

L'étude menée sur la question a analysé les freins à l'installation du personnel de santé en zone rurale (lire ci-dessous) et l'atelier de restitution, qui a commencé hier, 17 octobre (il s'achève aujourd'hui) au Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHO), tente d'identifier les solutions qui permettront un déploiement plus harmonieux et stable des professionnels.

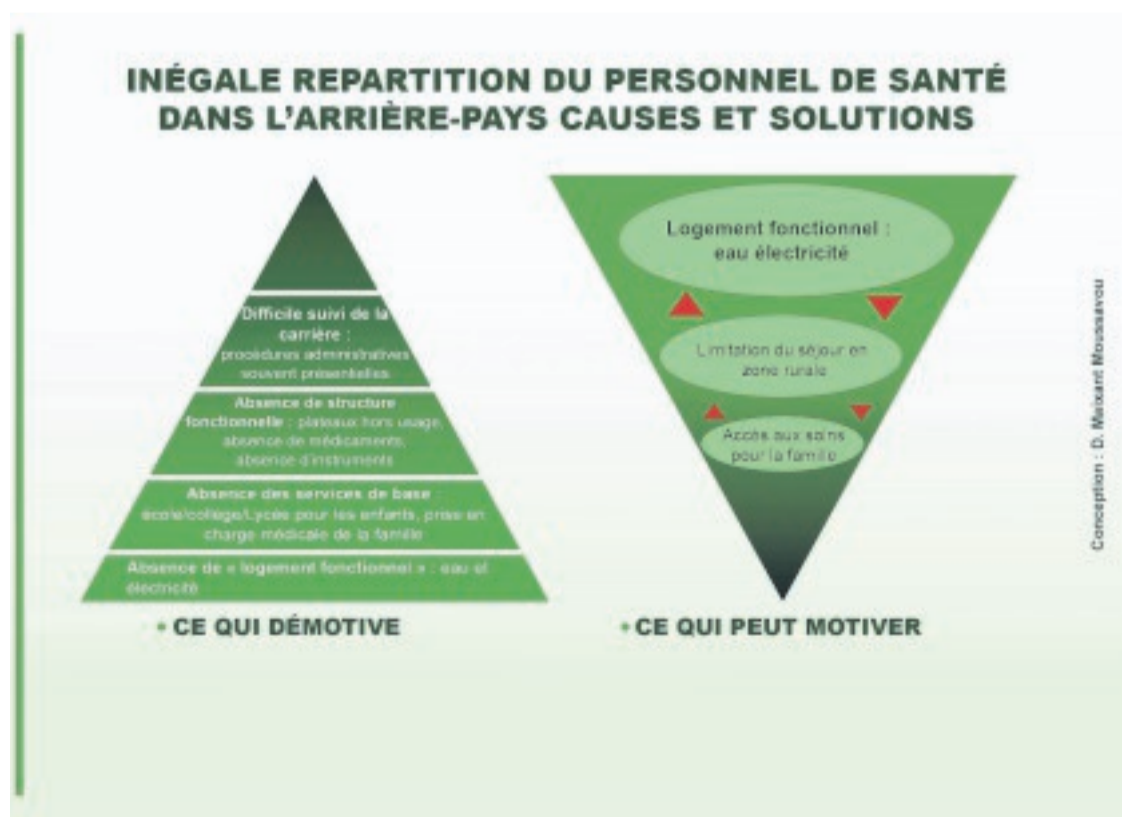
Une fois ce travail achevé, quatre provinces serviront de laboratoires au PASS 2. Les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué regroupent 27 unités de santé réparties entre dispensaires et centres de santé. Il en ressort que ces structures sont dans un état de vétusté moyenne. Ce qui pourrait, en partie, expliquer la réticence des agents à y exercer.

Le ministère de la Santé et l'AFD savent que les solutions ne concernent pas seulement ce secteur. L'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances sont parties prenantes dans cette volonté de répartir correctement le personnel de santé à travers l'arrière-pays.



Photo : Jean Madouma / L'Union

L'inégale répartition des agents de santé à travers le pays est au cœur des préoccupations du PASS 2



e-pays



Ces réalités qui révulsent le personnel soignant en zone rurale

CM
Libreville/Gabon

L'INÉGALITÉ d'accès aux soins de santé a toujours été un problème décrié depuis des décennies par les populations de l'arrière-pays. La cause est toute simple : la majorité du personnel de santé se trouve concentrée dans

les zones rurales, où les indicateurs sanitaires sont malheureusement les plus médiocres du pays, sont donc délaissées.

Selon les résultats de l'étude réalisée par Bertrand Dimitri Boundzanga, sociologue à l'Université Omar-Bongo (UOB), sur



Le dispensaire de Meyo-Kyè (photo), tout comme tous les autres, a un problème de personnel qualifié.

la problématique de l'installation et le maintien des personnels de santé qualifiés en milieu rural, les mauvaises conditions de travail et de vie sont les principales causes du refus du corps médical à s'installer dans les zones reculées du pays.

« Une dégradation des infrastructures sanitaires qui manquent d'entretien et l'absence de matériel technique d'exploitation qui, lorsqu'il existe, est en déphasage total avec l'évolution technologique,

rendent difficile le travail des agents », explique l'enseignant-chercheur.

Les agents de santé déplorent aussi l'absence de logement fonctionnel pourvu en eau courante et en électricité dans ces zones enclavées. Lorsqu'ils sont affectés dans les villages, les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi de leurs carrières, ainsi que l'accès difficile aux services de base (école, soins médicaux adaptés), finissent par les démotiver.

"Plusieurs ministères sont concernés"

FRANKLIN Ntsagamba Nguomi, coordinateur du projet PASS 2, a rappelé hier qu'un système de santé de qualité dans les zones rurales dépend aussi de la collaboration des autres départements ministériels.



Propos recueillis par S.A.M.
Libreville/Gabon

« **L**E Gabon a contracté auprès de l'Agence française de développement (AFD) un prêt de 50 millions d'euros (plus de 30 milliards de francs CFA) pour réhabiliter, équiper et construire les structures sanitaires du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié et du Haut-Ogooué. Cette

action vise aussi à optimiser l'utilisation des ressources humaines. Il y a, en effet, une problématique sur la gestion, la répartition et sur le manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays.

Manque de motivation du personnel de santé à servir à l'intérieur du pays. À cet effet, l'Unité de ges-

tion du projet et ses partenaires ont demandé une enquête sur la problématique du maintien et la stabilisation du personnel qualifié dans les zones rurales. La question du maintien des agents qualifiés en zone rurale est donc au cœur de cet atelier. Les statistiques rappellent que les personnes affectées à l'intérieur du pays préfèrent rester dans les villes, au détriment des bourgades.

Mais la Santé n'est pas le seul département concerné par ce problème. Nous avons donc

invité l'Éducation nationale, l'Habitat et les Finances pour voir ensemble les leviers à activer pour renverser cette tendance. Les recommandations au terme de cet atelier seront contenues dans un document qui sera soumis aux différentes administrations impliquées. Elles verront ainsi ce qu'elles doivent faire pour maintenir leurs personnels dans les zones rurales ».